

Cup. 405. bb. 3.

CIÉPARD (Alex)

LE GÉNÉRAL

DON JOSÉ DE SAN-MARTIN.



EXTRAIT

DU JOURNAL

L'IMPARTIAL DE BOULOGNE-SUR-MER,

DU 22 AOÛT 1850.

NÉCROLOGIE.

LE GÉNÉRAL

DON JOSÉ DE SAN-MARTIN.

Le samedi 17 août 1850, à trois heures de l'après-midi, est décédé dans notre ville, Grande Rue, n° 105, où il demeurait depuis seize mois, et à l'âge de 72 ans 5 mois et 23 jours, l'un des héros de l'indépendance Américaine, le général DON JOSÉ DE SAN-MARTIN.

José de San-Martin, dont le nom appartient désormais à l'histoire, naquit le 25 février 1778, à Yapeyu, petite ville assise au confluent de la rivière Ybicuy avec l'Uruguay, chef-lieu de la magnifique province des Missions, dépendant aujourd'hui de la Confédération Argentine, et qui confine au Paraguay.

BOULOGNE-SUR-MER,
IMPRIMERIE DE CHARLES AIGRE, RUE DES PIPOTS, N° 36.



Son père, le colonel Don Juan de San-Martin, était gouverneur de la province; sa mère, Dona Francisca de Matorras, née en Espagne, était nièce du gouverneur du Tucuman, Matorras, si connu par ses expéditions contre les Indiens.

Fils d'un soldat, le jeune José de San-Martin fut naturellement destiné à la carrière militaire. Dans cette vue, dès l'âge de huit ans il fut envoyé par sa famille au collège des nobles de Madrid, où il fit le cours entier de ses études, et se distingua surtout par son aptitude pour les sciences mathématiques. Il sortit officier de cette école, et prit immédiatement place dans les rangs de l'armée espagnole.

Sa bonne mine, sa parfaite distinction, ses connaissances étendues et sa bravoure à toute épreuve, le firent bientôt remarquer de ses chefs; et les principaux généraux que l'Espagne possédât dans les premières années de ce siècle l'attachèrent les uns après les autres à leur personne en qualité d'aide-de-camp.

Lorsque éclata, en 1808, la guerre de l'indépendance espagnole, si fatale à la France, il servait à ce titre sous le malheureux Solano, marquis de Socorro, capitaine général de l'Andalousie et commandant en chef l'armée du sud de l'Espagne. On connaît, surtout par le neuvième volume de l'Histoire du Consulat et de l'Empire de M. Thiers, l'histoire du soulèvement de Cadix, dont la populace, dès le mois de mai 1808, voulait contraindre le général Solano d'abord à se prononcer contre la France, puis à attaquer dans les eaux même de Cadix la flotte de l'amiral Rosily, qui y était à l'ancre depuis trois années. Furieuse des hésitations réfléchies de Solano, et excitée par les imprécations d'un moine chez lequel l'esprit de patriotisme touchait à la démence, la



multitude se porta d'abord sur l'hôtel du gouverneur; ne l'y trouvant point, elle le poursuivit dans la maison d'un Irlandais de ses amis où il s'était réfugié, s'empara de sa personne, le traîna mutilé et criblé de blessures le long des remparts où il fut enfin renversé d'un coup mortel. « C'est ainsi, dit M. Thiers, que le peuple espagnol paraît sa résistance aux Français, en égorgeant ses plus illustres et ses meilleurs généraux. »

Témoin de ce crime, et après avoir fait de vains efforts pour sauver son infortuné général, José de San-Martin n'échappa lui-même qu'à grand'peine au poignard des assassins. Le souvenir de cette sanglante journée ne s'effaça jamais de sa mémoire. Il lui inspira cette horreur profonde pour toutes les émeutes populaires, qui, s'alliant chez lui au culte ardent de la liberté, devint le fond de son caractère politique, lui dicta toutes ses paroles, et détermina toutes ses actions.

Si dans le cours de sa longue et illustre carrière, il ne fit jamais la moindre concession de principes;—s'il savait et disait avec plus de fermeté que personne que le gouvernement de ce monde appartient à l'intelligence;—si, suivant lui, la liberté politique n'était possible, et la dignité humaine ne pouvait être sauvegardée qu'à la condition du maintien inflexible de l'ordre, c'est aux vives impressions faites sur son âme jeune encore par ce soulèvement de Cadix, et par les crimes atroces qui le souillèrent, qu'il faut surtout l'attribuer. Les cœurs fermement trempés gardent éternellement, comme le bronze, les empreintes qu'ils ont reçues.

Ces crimes eux-mêmes ne pouvaient cependant lui faire oublier ce qu'il devait à la cause de son pays: il ne quitta donc point le service; et on le voit, au contraire, sous les généraux de la Romana, de Castanos, et sous

le général émigré de Coupigny, prendre, de 1808 à 1811, la part la plus active à la guerre contre les Français, et se distinguer par de nombreuses actions d'éclat. En juillet 1808, à la journée de Baylen, suivie d'une capitulation si funeste à notre armée, son nom est mis à l'ordre du jour, et il conquiert le grade de lieutenant-colonel;—à la bataille d'Albufera, le 15 mai 1811, il est nommé colonel sur le champ de bataille.

Mais, jusque là, la vie de José de San-Martin se confond avec celle de tous les hommes de guerre de cette grande époque, qui, du côté de la France comme du côté de ses ennemis, vit se déployer tant d'héroïsme. Ce n'est qu'à partir de 1812 qu'il devient un personnage politique de la plus haute importance, et que son nom prend place dans le chapitre des illustrations du siècle.

Travaillées à la fois, dans un sens contraire, par les émissaires de l'Empereur et par ceux de l'Angleterre: les uns cherchant à les amener à reconnaître le roi Joseph, les autres leur conseillant de profiter de l'oppression même de la mère-patrie pour conquérir leur indépendance, et, d'ailleurs, excités depuis long-temps à prendre ce dernier parti par l'exemple heureux des États-Unis, les colonies Espagnoles de l'Amérique du sud, dès l'année 1810, commencèrent à s'insurger. Aux premières nouvelles de cette insurrection qui parvinrent en Europe, San-Martin tressaillant à ce cri de liberté jeté par son pays natal, et ne prévoyant pas encore de quels tristes mécomptes, ou du moins de quel laborieux enfantement il serait suivi, se hâta de quitter l'Espagne. A l'aide d'un passeport que lui fit obtenir l'un des chefs de l'armée anglaise qui servait alors dans la Péninsule, Sir Charles Stuart, il se rendit à Londres muni

de lettres de recommandation pour le lord Mac-Duff, depuis comte de Fife, qui lui procura les moyens de passer à Buénos-Ayres. M. de San-Martin n'oublia jamais ce service, et la plus étroite amitié a uni jusqu'à la fin ces deux hommes diversement remarquables.

San-Martin apportait à la confédération Argentine un secours inespéré et bien utile. Il arrivait avec la double science de la guerre de partisans qu'il avait vu faire d'une manière si terrible en Espagne, et de l'organisation des corps réguliers qu'il avait surprise dans ses luttes avec les troupes françaises, les plus braves et les mieux disciplinées de son temps. Il comprit que le triomphe de sa patrie était au prix de l'emploi persistant et intelligent de ces deux moyens: celui des corps réguliers et celui des guérillas. Sans l'un on ne pouvait vaincre, sans l'autre on ne pouvait conserver les fruits de la victoire; et il fallait impérieusement que les nouveaux États se missent en mesure d'opposer aux vieilles bandes espagnoles des troupes aussi obéissantes, aussi fermement unies qu'elles mêmes, à peine de voir rendre inutiles et vains les plus éclatants succès.

En conséquence, au lieu de se jeter dès son arrivée dans les aventures brillantes et chevaleresques de la guerre de partisan, où il n'eut trouvé qu'une futile renommée pour lui-même sans lui devoir le salut de son pays, San-Martin voua ses premières années à l'organisation des troupes Argentines. Mais, comment avec des *Gauchos*, c'est-à-dire avec des espèces de centaures demi-sauvages, habitués à la vie errante des pampas américaines, indisciplinés, querelleurs, chez lesquels la passion, l'intérêt, la vengeance allument des ardeurs féroces, créer des régiments fidèles à leurs drapeaux et obéissants à la voix de leurs chefs? Peu d'hommes étaient

capables d'une pareille tâche ! Il y fallait à la fois la bonté du cœur qui touche et assouplit les plus rudes natures, l'énergie qui dompte toutes les résistances, le courage personnel, téméraire, fascinateur, qui permet d'exiger des autres l'impossible, parce qu'ils savent que celui qui le leur demande est prêt à l'exécuter lui-même. C'est à l'aide de ces qualités, qu'il possédait à un degré éminent, que San-Martin parvint à accomplir la difficile tâche qu'il s'était imposée. L'une de ses créations, celle d'un régiment de quinze cents grenadiers à cheval, est surtout demeurée célèbre. De 1814 où il livra son premier combat, à 1826 où il déposa les armes, ce régiment donna dix-neuf généraux et des centaines d'officiers à la guerre de l'indépendance, traversa plus de quatre mille lieues de pays, prit part à cent combats, franchit les montagnes les plus élevées du globe, exécuta des marches forcées dignes de nos meilleurs soldats :—quand il revint à Buénos-Ayres, il n'en restait plus que 126 hommes, dont les armes et le drapeau furent déposés en trophée dans l'arsenal. Le reste avait péri victime de la guerre : mais jamais la discipline ne s'y était un instant relâchée : l'esprit de son organisateur y resta présent jusqu'à la fin.

Ce n'est qu'après avoir donné deux années entières à cette création de l'armée Argentine que San-Martin, sûr désormais de vaincre, consentit à prendre part à la guerre active. Il débuta le 5 février 1813, à *San-Lorenzo*, par une victoire qui chassa définitivement les troupes espagnoles de la Confédération, et en assura l'indépendance. Nommé, en récompense de ces succès, général en chef de l'armée Argentine, il ne tarda pas à se porter vers de plus hautes destinées.

L'Amérique du Sud ne pouvait être libre tant qu'une

seule de ses provinces serait dominée par l'Espagne ; car il suffisait qu'elle y possédât un établissement et pût s'en faire un point d'appui, pour que la pensée lui vînt de reconquérir les provinces perdues. Or l'Amérique voulait s'appartenir, et pour cela expulser de son territoire jusqu'au dernier soldat espagnol.

Cette grande pensée saisit au même instant deux hommes également capables de l'exécuter : San-Martin, libérateur des provinces argentines, au sud de l'Amérique-Méridionale, — Bolivar, dont les armes heureuses venaient à la même époque d'affranchir, en partie, la Colombie, au nord du même continent. Il fallait, pour que l'Amérique fût libre, que ces deux hommes, partant en même temps des deux extrémités opposées de ce vaste territoire, conquissent les unes après les autres toutes les provinces intermédiaires où l'Espagne tenait encore ; le Chili, le Haut-Pérou, le Pérou inférieur et ses dépendances. C'est ce qu'ils accomplirent avec des fortunes diverses, et des pensées secrètes bien différentes ; mais tous deux avec une résolution égale, un esprit de suite peu commun, un bonheur vraiment inouï.

Sur l'ordre du congrès de la confédération Argentine, San-Martin commença ses opérations par l'invasion du Chili. Le Chili est une vaste province maritime, qui ouvre sur le Grand-Océan Austral les ports de Coquimbo et de Valparaiso ; mais que la chaîne entière des Andes, c'est-à-dire des montagnes stériles, des précipices affreux, des neiges éternelles, sépare du reste du continent américain. C'est cette chaîne qu'il fallait franchir par trois ou quatre sentiers qui sont les seules traces qu'ait jamais pu y imprimer la puissance de l'homme. Sans se laisser effrayer par ces obstacles invincibles, San-Martin réunit aux pieds des Andes l'armée qu'il avait créée dans la Plata, et

renouvelant alors les miracles d'audace qui ont illustré Annibal franchissant les Alpes pour attaquer les Romains, et Bonaparte pénétrant en Italie par le Saint-Bernard, il lança ses troupes fidèles et aguerries à travers ce dédale de montagnes granitiques, de glaciers éblouissants et de torrents impétueux; leur faisant traîner un matériel considérable: et après 25 jours de cette marche de géant, déboucha tout à coup, à la grande surprise des Espagnols qui se croyaient en sûreté derrière ces imprenables remparts, dans les vallées du Chili où il les défit le 12 février 1817, à la bataille de *Chacabuco*, et le 5 avril 1818 à celle de *Maypo*.—Ces deux combats sont restés célèbres en Amérique, par le courage des troupes engagées, par l'habileté et la valeur personnelle du général qui les commandait. Après la victoire de *Chacabuco*, San-Martin, que ses soldats avaient relevé du champ de bataille, épuisé et presque mort de fatigue, avait couru droit sur San-Yago, la capitale du Chili, s'en était emparé, et avait proclamé l'indépendance. Nommé *Directeur suprême* par le Congrès de la nouvelle république, il avait refusé cet honneur, prétendant, à bon droit, qu'un chef militaire se doit tout entier à la guerre et n'est pas fait pour gouverner. Il marcha donc à de nouveaux succès, et par sa seconde victoire de *Maypo* qui lui valut le surnom de *Héros de Maypo*, il acheva la délivrance du Chili.

Circonstance qui n'est pas sans intérêt pour nous!— Dans cette brave armée servaient en qualité de volontaires, les deux fils du célèbre Amiral Bruix. L'un d'eux fut tué dans l'un des premiers combats qui se livrèrent sur le versant des Andes; l'autre, après avoir pris, le 24 mai 1822, une part brillante à la bataille de *Pinchincha* qui affranchit définitivement la Colombie, et dans la-

quelle les grenadiers de San-Martin, commandés par le Colonel Lavalle, se couvrirent de gloire, périt par accident à Lima. En eux s'éteignit l'un des beaux noms de notre histoire moderne.

Mais les temps d'insurrection ne laissent guères de repos à ceux qui les mènent. Le Chili, à peine arrivé à l'existence politique comme province indépendante, songea à délivrer le Pérou qui le confine, et ce fut le général San-Martin qui, avec ses vieilles bandes éprouvées, fut encore chargé de cette tâche. Embarqué dans les premiers jours de 1820 à Valparaiso, avec son armée, sur une escadre commandée par le célèbre Cochrane, il prit pied bientôt après sur les côtes du Pérou, et dès ses premiers pas s'empara de tout le pays jusqu'à Lima, sa capitale.

Son arrivée sous les murs de cette ville, siège des vice-rois du Pérou dont l'existence avait tout l'éclat et le faste de la royauté, devint le signal d'une étrange agitation. Très convaincu que toute résistance de sa part était inutile, le vice-roi se hâta de se retirer avec la garnison, laissant cette grande cité à la merci de la populace et des esclaves que les classes élevées se représentèrent à l'instant comme prêts à se révolter, et à venger par tous les crimes et par le pillage plusieurs siècles de misère et d'oppression.

Alors on vit le singulier spectacle de députations de la municipalité, du clergé, de femmes même, les plus belles et les plus riches de la ville, se rendre au camp du général San-Martin, et le supplier d'entrer en toute hâte dans leur ville, que terrifiait l'idée d'une insurrection sanglante, — et du général refusant obstinément de se rendre à ce vœu:—mettant toutefois son avant-garde à la disposition

des autorités pour maintenir l'ordre; — mais déclarant qu'il n'entrerait de sa personne dans la ville, et n'y organiserait un gouvernement nouveau, qu'alors que la population s'en serait rendue digne, non pas en subissant, comme elle semblait trop disposée à le faire, le joug d'un vainqueur, mais en se prononçant pour l'indépendance. « Depuis plusieurs années, disait-il aux députations, je » combats les Espagnols, mais je ne suis armé que pour la » cause de l'indépendance. Mon seul désir est que cette » contrée soit gouvernée par ses propres lois et qu'elle ne » subisse plus d'influence étrangère. Quant au système » politique que l'on adoptera, je n'ai pas le droit de m'en » mêler; mon intention est de mettre le peuple à même » de proclamer la liberté qui lui conviendra. Cela fait, je » regarderai ma mission comme accomplie et je me re- » tirerai. » Il fut inflexible; il résista même aux murmures de son armée fatiguée; et ce ne fut que lorsque la population de Lima, domptée par cette fermeté même et rougissant de sa lâcheté, eut enfin pris parti pour la liberté, qu'alors le général consentit à entrer dans ses murs. Conduite très-noble en son principe, mais trop systématique pour des temps de révolution où ce sont les résultats qui importent, et qui a exposé San-Martin à beaucoup de calomnies.

Quoi qu'il en soit, entré à Lima le 9 juillet 1821, San-Martin y proclama le 28 l'indépendance, reçut le titre de *Protecteur* de la nouvelle république, et pendant une année se dévoua tout entier aux soins de son gouvernement.

Les mesures qu'il prit sont toutes empreintes d'un grand caractère de libéralisme. Ainsi, le 12 août 1821, il décréta la liberté des enfants d'esclaves nés depuis la

déclaration de l'indépendance et qui naîtraient par la suite. Le 27 il abolit la *mita*, service *personnel* auquel les Espagnols avaient assujéti les malheureux Péruviens après la conquête de leur pays, et dont ni trois siècles de possession, ni les progrès de la civilisation n'avaient pu adoucir la dureté. Ces mesures, dont les conséquences bien-faisantes subsistent toutes encore, ont rendu bien cher à cette partie de l'Amérique le nom de San-Martin.

Mais la république proclamée, la capitale occupée, les deux Pérou n'étaient pas libres pour cela. Les Espagnols qui, surpris d'abord, avaient abandonné Lima, étaient revenus du sud avec des forces considérables de beaucoup supérieures à celles de San-Martin. Leur livrer bataille avec son armée trop faible en hommes et en munitions; les vaincre en dépit de ces désavantages, c'eût été un triomphe bien flatteur pour l'amour-propre de San-Martin, et son grand cœur y inclinait; mais c'eût été livrer la jeune république aux chances d'une seule bataille; il préféra en être le Fabius. Il retint donc ses troupes autour de Lima, et par des manœuvres savantes, par des engagements de détail toujours heureux, il harcela, fatigua, démoralisa l'ennemi qui finit par renoncer à cette lutte, et s'éloigna de la capitale pour se retirer dans les provinces, et y attendre l'occasion de se mesurer avec un adversaire moins vigilant et moins ferme que ne l'était San-Martin.

Mais de ces positions elles-mêmes, les Espagnols étaient encore dangereux. Tout gouvernement libre est difficile à fonder: il l'est surtout en présence d'une armée ennemie qui d'un jour à l'autre peut reparaitre; car le besoin de la défense du pays absorbe alors toute l'activité de ceux qui gouvernent, et ne leur permet aucune pensée d'avenir.

Tant que les Espagnols seraient maîtres de quelques provinces, San-Martin avait tout à craindre. Comment les en chasser avec des forces insuffisantes ? Comment surtout quitter la capitale en y laissant une immense population esclave ou pauvre que les idées nouvelles avaient rendue très difficile à gouverner, et qui, d'une heure à l'autre, pouvait se jeter dans la révolte et le désordre ? C'était faire courir trop de chances à la cause de la liberté ! Le pays, d'autre part, n'offrait aucunes ressources militaires; —le Chili avait livré toutes les siennes; —Buénos-Ayres en avait fait autant, et neuf années de guerre sans trêve avaient de beaucoup réduit ses forces. Dans cette extrémité, San-Martin tourna ses regards vers Bolivar qui arrivait, lui, du Nord, avec une armée victorieuse, et qui déjà maître de Guayaquil, partie de l'ancienne vice-royauté du Pérou, l'avait témérairement annexé à ses conquêtes.

Que voulait cet homme ? Quels étaient ses desseins secrets ? Quel but entrevu et ardemment poursuivi lui inspirait cette hardiesse de traiter en conquérant une province Américaine, sans respect pour les traditions historiques ? Était-ce convoitise personnelle, où s'arrêterait-elle ? Visait-il à l'empire ? Voulait-il faire de l'Amérique du sud un vaste royaume et se décerner la couronne ? Nul ne le savait ; nul ne le sait authentiquement encore ; car la tombe s'est fermée avant l'heure sur les desseins de Bolivar, et garde les secrets de cette âme ambitieuse.

San-Martin, inquiet sur ses vues, se détermina à étudier par lui-même cet homme célèbre qu'il n'avait jamais vu. Il quitta donc Lima après avoir remis le pouvoir à un président intérimaire, et se rendit de sa personne à Guayaquil où se trouvait Bolivar. L'entrevue de ces deux hommes eut lieu le 22 juillet 1822 : elle

fut solennelle. De la part de San-Martin le langage fut empreint de beaucoup de patriotisme et d'abnégation. Quoique plus âgé de cinq ans que son rival de gloire, il lui offrit son armée, il lui promit de combattre sous ses ordres, il le conjura de se porter ensemble sur le Pérou, et d'y finir la guerre avec éclat, pour assurer aux malheureuses populations de ces contrées le repos dont elles avaient tant besoin.

Sous de vains prétextes, Bolivar refusa. Sa pensée n'est pas, ce semble, difficile à pénétrer : il voulait annexer à la Colombie le Pérou, comme il y avait annexé le territoire de Guayaquil. Pour cela, il fallait en achever *seul* la conquête. Accepter l'aide de San-Martin, c'était fortifier un adversaire de ses vues ambitieuses. Bolivar sacrifia donc sans hésiter son devoir à ses intérêts.

San-Martin, désespéré de n'avoir pu amener cet homme remarquable à tant de titres d'ailleurs, à des sentiments plus élevés, revint à Lima le 22 août, y apaisa une révolte amenée par quelques mesures impopulaires du ministre Monteagudo, convoqua le congrès, et après avoir fait élire un président, se démit du pouvoir le 22 septembre, pour rentrer dans la vie privée, qu'il ne devait plus abandonner ; en confiant au général Arenales le commandement des forces Argentines.

De Lima même, et sous la date du 29 août, il avait annoncé à Bolivar ses desseins dans une lettre restée secrète jusque dans ces dernières années, et qui est comme un testament politique par lequel, a dit un écrivain éminent, « il léguait avec un désintéressement vraiment antique, la gloire et le pouvoir à un rival, en prenant toutes les précautions pour que cet héritier pût tirer le plus grand parti de son legs. » — « J'ai convoqué, lui disait-il, pour le 20 septembre, le premier congrès du Pé-

» rou ; le lendemain de son installation, je m'embarquerai
 » pour le Chili, certain que ma présence est *le seul obsta-*
 » *cle* qui vous empêche de venir au Pérou avec l'armée que
 » vous commandez..... Je ne doute pas qu'après mon
 » départ le gouvernement qui s'établira ne réclame votre
 » active coopération, et je pense que vous ne refuserez
 » pas de vous rendre à une aussi juste demande. »

Et il tint parole ! Après avoir reçu à sa résidence de Magdalena une députation du congrès qui lui décernait le nom de *Fondateur de la Liberté du Pérou*, et lui conférait la charge de *généralissime de ses armées*, accepté le titre mais refusé la fonction, il s'embarqua à Callao pour le Chili.

Bolívar, appelé après sa retraite, réunit à son armée celle que San-Martin avait formée avec tant de peine, et gagna à son aide, en personne, la bataille de *Junin* (1824). Cette même armée, sous les ordres du général Sucre, remporta l'année suivante la célèbre bataille d'Ayacucho, à la suite de laquelle les généraux Espagnols qui, depuis douze ans, disputaient pied à pied l'Amérique aux insurgés, sollicitèrent une suspension d'armes, puis abandonnèrent pour toujours l'Amérique.

En quittant le pouvoir, San-Martin adressa aux Péruviens la proclamation suivante, laquelle prouve que le désir d'éviter une lutte impie avec Bolívar ne fut pas la seule cause de sa retraite, et que cet homme si ferme dans le combat avait l'âme trop accessible aux douleurs morales qui naissent de l'injustice et de la calomnie.

PÉRUVIENS,

« J'ai proclamé l'indépendance du Chili et du Pérou ; j'ai
 « dans mes mains l'étendard que Pizarre apporta pour asservir
 « l'empire des Incas, et j'ai cessé d'être un homme public :

« c'est ainsi que sont payées avec usure dix années que j'ai
 « passés au milieu de la révolution et de la guerre.

« J'ai rempli mes engagements envers les peuples chez
 « qui j'ai porté mes armes. Je leur ai donné l'indépendance,
 « et je leur laisse le choix de leur mode de gouvernement.

« La présence d'un soldat heureux, quoique désintéressé,
 « a des dangers pour les Etats nouvellement constitués ;
 « d'un autre côté, je suis fatigué d'entendre dire que j'aspire
 « à mettre la couronne sur ma tête. Je serai toujours prêt
 « à me sacrifier pour la liberté du pays, mais comme homme
 « privé seulement.

« Quant à ma conduite politique, mes compatriotes la
 « jugeront diversement ; j'en appelle à l'opinion de leurs
 « descendants ! Péruviens, je vous laisse la représentation
 « nationale que vous avez établie : si vous lui donnez votre
 « confiance entière, vous êtes assurés du triomphe ; sin-
 « on, l'anarchie vous engloutira.

« Que Dieu vous fasse réussir dans toutes vos entreprises, et
 « qu'il vous élève au plus haut degré de paix et de prospérité ! »

Les Péruviens ne suivirent pas ces sages conseils ! Une scission violente éclata, dès 1826, entre le Haut-Pérou qui prit le nom de *Bolivia*, et le Bas-Pérou ; et depuis lors l'anarchie n'a presque pas cessé de désoler les deux républiques.

Voici en quels termes un Américain, écrivain de grand mérite, M. *Domingo F. Sarmiento* a jugé cette retraite du général San-Martin :

« San Martin abdiquait dans la force de l'âge et renonçait à
 l'avenir, quand il n'en était encore qu'à la moitié d'une œuvre
 si heureusement et si glorieusement commencée. Maître du
 terrain sur lequel devait se décider la guerre de l'indépendance,
 il faisait taire tout ce que le cœur humain peut avoir de noble-
 ment égoïste pour céder à une autre gloire certaine, pour
 quitter les affaires publiques, pour livrer à un rival une armée

qu'il avait recrutée lui-même, qu'il avait commandée dix ans, à qui il avait enseigné la victoire ; et, victime volontaire, il allait vivre obscur chez un peuple qui ne le connaissait pas et courir tous les hasards d'une position médiocre sur un sol étranger. Cet acte d'abdication libre et préméditée est la dernière manifestation des vertus antiques qui brillèrent à l'aurore de la révolution de l'indépendance Américaine. De ce jour datent les discordes, les révoltes, et toutes les immoralités qui l'ont depuis caractérisée. »

C'est ainsi, du reste, que cette retraite a été jugée en Amérique par les hommes les plus intelligents. On en tint compte à M. de San-Martin comme d'un grand sacrifice fait à son pays. Le congrès du Pérou qui l'en avait indemnisé par les titres qu'il lui avait décernés, ajouta encore à ses manifestations de gratitude en lui faisant don du célèbre étendard de Pizarre, que l'on détacha de la voûte de la cathédrale de Lima pour le remettre en ses nobles mains, et en lui assurant une pension viagère de 20,000 dollars.

Le Chili ne se montra pas moins reconnaissant de ses services, et plaça son nom en tête de la liste de l'armée.

Enfin, la législature de Buénos-Ayres, sa province natale, en lui maintenant le titre de Brigadier général de ses armées, décida que chaque année ses services seraient solennellement rappelés à l'ouverture du congrès. Cette mention annuelle n'a pas cessé de se faire en ces termes dans le message même du gouvernement Argentin :

Le général Don José de San-Martin, d'un renom immortel dans l'histoire Américaine, mérite hautement l'estime la plus distinguée du gouvernement de la république et de l'Amérique.

De retour à Buénos-Ayres, San-Martin eut bientôt

après la douleur de perdre sa femme Dona Remedios Escalada de la Quintana, nièce du général Don Hilarion de la Quintana. Cette infortune ne fit que le fortifier dans sa résolution de renoncer à la vie politique. Convaincu que sa présence en Amérique ne pourrait qu'ajouter aux éléments de discorde intérieure qu'il voyait fermenter autour de lui, et ne voulant se mettre au service d'aucun parti, il eut le courage de se condamner à un ostracisme éternel, et quitta pour toujours l'Amérique à la fin de 1823.

Il se rendit d'abord en Angleterre où il vécut quelque temps dans la société du comte de Fife son ami, avec lequel il parcourut toute l'Ecosse ; puis visita l'Italie et plusieurs autres contrées de l'Europe, et se retira enfin à Bruxelles où il s'occupa exclusivement de l'éducation de sa fille unique.

Un instant, cependant, il voulut renoncer à cet exil volontaire que, par un sentiment exalté de patriotisme, il s'était imposé. En 1828, les provinces unies de la Plata, tranquilles depuis quelques années, paraissaient constituées définitivement. L'amour du pays natal le reprit avec vivacité, et il s'embarqua à Falmouth le 21 novembre pour retourner dans sa patrie.

Mais les flots ne sont pas plus changeants que ne l'étaient les destinées de ces républiques à gouvernements éphémères ! Quand il arriva dans les eaux de Buénos-Ayres, il trouva la guerre civile rallumée et plus ardente que jamais. Ne voulant pas y prendre part, ne pouvant pas la dominer, n'ayant pas le triste courage d'en rester le spectateur, il résista aux sollicitations de ses amis et de ses partisans, refusa de débarquer, et, reprenant à l'instant le chemin de l'Europe, il revint à sa modeste résidence de Bruxelles.

Quand la révolution de juillet eut substitué au gou-

vernement des Bourbons de la branche aînée qu'il n'aimait pas, une royauté plus sympathique aux libertés des peuples, il se décida à venir habiter Paris où l'appelait en vain depuis long-temps son ami intime et son ancien compagnon d'armes, le célèbre banquier Aguado, marquis de Las-Marismas, dont il fut plus tard l'exécuteur testamentaire, et qui lui confia la tutelle de ses enfants.

Pour se rapprocher de lui plus encore, il acheta à Evry-sur-Seine une maison de campagne, nommée le *Grand-Bourg*, voisine de l'habitation du *Petit-Bourg*, que M. Aguado avait rendue si magnifique, et passa dans cette retraite toute cette période de prospérité et de calme que notre France a traversée de 1830 à 1848.

Mais alors la révolution de Février, les scènes déplorables qui l'accompagnèrent, le sac des Tuileries, du Palais-Royal et de Neuilly, l'incendie du château de M. de Rotschild, les attaques contre les chemins de fer, toutes ces tristes explosions de passions hideuses; et, par-dessus tout, l'incroyable faiblesse de cette bourgeoisie parisienne voulant une réforme et se laissant imposer la république par une poignée de factieux, tout ce spectacle navra de nouveau son âme. Il fit revivre en lui les amers souvenirs des scènes de désordre auxquelles l'avait tant de fois exposé sa vie aventureuse, et il quitta pour n'y plus rentrer une résidence qu'il avait embellie et dans laquelle il avait reçu les hommages empressés de tous les Américains de distinction qui avaient visité l'Europe.

Songeant à se retirer en Angleterre, il vint à Boulogne: notre ville lui plut, il s'y fixa; mais y vécut dans une retraite absolue, au sein d'une famille fière de lui et dont il était adoré.

Il y est mort plein de jours, à la suite de longues souffrances occasionnées par une hypertrophie du cœur, sans

que la fermeté de son caractère, et la hauteur de sa raison aient fléchi un seul instant.

M. de San-Martin était un beau vieillard, d'une haute stature que ni l'âge, ni les fatigues, ni les douleurs physiques n'avaient pu courber. Ses traits étaient expressifs et sympathiques; son regard pénétrant et vif; ses manières remplies d'affabilité; son instruction des plus étendues; il savait et parlait avec une égale facilité le français, l'anglais et l'italien, et avait lu tout ce qu'on peut lire. Sa conversation aisément enjouée était l'une des plus attrayantes que l'on pût écouter. Sa bienfaisance était sans bornes. Il avait pour l'ouvrier une véritable sympathie; mais il le voulait laborieux et sobre; et jamais homme n'a fait moins que lui de concession à cette popularité méprisante qui se fait le flatteur des vices des peuples. Il disait à tous et sur tout la vérité!

Son expérience des choses et des hommes donnait à ses jugements une grande autorité. Elle lui avait appris la tolérance.

Partisan exalté de l'indépendance des nations, sur les formes proprement dites de gouvernement il n'avait aucune idée systématique. Il recommandait sans cesse, au contraire, le respect des traditions et des mœurs, et ne concevait rien de plus coupable que ces impatiences de réformateurs qui, sous prétexte de corriger les abus, bouleversent en un jour l'Etat politique et religieux de leur pays: « Tout progrès, disait-il, est le fils du temps. »

A l'égard de la France, qu'il aimait beaucoup, il n'hésitait pas. La monarchie représentative *dévolue par la nation* était à ses yeux le seul gouvernement qui lui convenait. Il ne la voulait pas relevant du droit divin, parce qu'ainsi entendue elle conduit *logiquement* à l'absolutisme. Il ne se consola point de la chute de celle de juillet.

Dans ces derniers temps, à l'occasion des affaires de la Plata, notre Gouvernement s'appuya de son avis pour conseiller la prudence et la modération dans nos rapports avec Buénos-Ayres; et une lettre de lui, lue à la tribune par notre Ministre des affaires étrangères, contribua beaucoup à apaiser dans l'Assemblée nationale des ardeurs belliqueuses que le succès n'eût couronnées qu'au prix de sacrifices que nous ne devons pas faire pour une aussi faible cause que celle qui se débat dans les eaux de la Plata.

M. de San-Martin ne laisse aucun héritier de son nom. Sa fille unique, l'une des femmes les plus accomplies de la société américaine, a épousé M. Mariano Balcarce, fils de l'un des présidents de la république Argentine, et en ce moment chargé en France des affaires de son pays; mais cette alliance ne le sépara pas de sa fille qu'il aimait de cette ardente affection que connaissent seuls les cœurs énergiques. Il est mort dans ses bras !

Suivant ses intentions, ses restes mortels seront transportés en Amérique pour reposer auprès de ceux de sa femme. Embaumés et placés dans un quadruple cercueil, deux de plomb, un de sapin, un de chêne, ils ont été, de l'autorisation du maire de la ville, et, grâce à la pieuse obligeance de M. l'abbé Haffreingue, provisoirement déposés dans l'une des chapelles souterraines de l'église de Notre-Dame. Ils y resteront jusqu'au moment de leur translation à Buénos-Ayres, où les attendent les hommages dus au rang qu'il a occupé, et aux services éminents qu'il a rendus.

Son inconsolable fille a fait remettre quatre cents francs à notre bureau de bienfaisance : c'est la moindre partie de ses charités.

Moins connu en Europe que Bolivar, parce qu'il rechercha moins que lui les éloges de ses contemporains, San-Martin est aux yeux des Américains son égal comme homme de guerre, son supérieur comme génie politique, et surtout comme citoyen. Dans l'histoire de l'Indépendance Américaine, qui n'est pas écrite encore, au moins pour la France, il représente le talent d'organisation, la droiture des vues, le désintéressement, l'intelligence complète des conditions sous lesquelles les nouvelles républiques pouvaient et devaient vivre. A chaque année qui s'écoule, à chaque perturbation qu'elle éprouve, l'Amérique se rapproche davantage de ces idées qui étaient le fond de sa politique:—La liberté est le plus précieux des biens, mais il ne faut pas la prodiguer aux peuples neufs.—La liberté doit être en rapport avec la civilisation.—Ne l'égale-t-elle point? c'est l'esclavage.—La dépasse-t-elle? c'est l'anarchie.—Maximes fécondes que notre pauvre France doit aujourd'hui sérieusement méditer; car c'est parce qu'elle les a méconnues que l'ère de ses révolutions est toujours ouverte,

A. GÉRARD..

Boulogne-sur-mer, le 21 août 1850.